

# Le Monde

20.11.2020, par Mathilde Gérard

## La FAO se rapproche du lobby des pesticides

Des scientifiques et des ONG s'inquiètent de la signature d'une « lettre d'intention » par l'agence et CropLife

L'annonce en octobre de la signature d'une lettre conjointe entre l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et CropLife International (CLI), principale association représentant les intérêts des fabricants de pesticides (Bayer Crop Science, Corteva, Syngenta, BASF), suscite des réactions en cascade. Jeudi 19 novembre, deux courriers ont été remis à la FAO – l'un signé par près de 300 scientifiques et universitaires, l'autre par 350 organisations de la société civile –, demandant au directeur général de l'agence, Qu Dongyu, de renoncer à se rapprochement.

« Votre proposition de renforcer la collaboration entre la FAO et CropLife sape la politique de la FAO pour réduire les risques associés à l'usage de pesticides dans le monde », écrivent les scientifiques dans leur courrier. Selon les auteurs de cette missive – parmi lesquels des agronomes, des professeurs en sciences de l'environnement et en toxicologie –, ce partenariat représenterait « un conflit d'intérêts fondamental avec la mission et le mandat des Nations unies pour protéger la biodiversité, soutenir les biens publics et respecter et protéger les droits humains comme le droit à la santé, à un environnement de travail sûr, à un air et à une eau propres ». La lettre des associations, signée notamment par Pesticide Action Network (PAN), l'Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) et Les Amis de la Terre, renchérit : une telle collaboration signifierait que « la FAO renonce à son rôle de leader mondial du soutien aux approches agricoles innovantes », selon ses signataires.

Le rapprochement entre la FAO et CLI a été annoncé le 2 octobre dans un communiqué de l'agence, mentionnant la signature d'une « lettre d'intention » qui « renouvelle et renforce leur engagement à travailler ensemble et à trouver des façons de transformer les systèmes agroalimentaires ». Il y est également indiqué que le directeur de la FAO s'est exprimé par vidéo lors du conseil d'administration de CropLife, une « première ». Dans une communication du 19 octobre, CLI se félicite de ce rapprochement et du « partage d'objectifs communs » entre les deux entités.

## Impartialité « menacée »

Responsable du programme de gestion des pesticides de la FAO de 2005 à 2017, le Britannique Mark Davis est très inquiet, et l'a fait savoir dans un courriel adressé à Qu Dongyu, le 9 octobre. Fin connaisseur du fonctionnement de l'agence, M. Davis, aujourd'hui consultant indépendant, précise au *Monde* : « *CropLife est une organisation très active dans toutes les instances de la FAO auxquelles elle est invitée à prendre part. Il arrive régulièrement qu'elle se rapproche des hauts responsables pour tenter de formaliser un accord, mais, jusqu'à présent, le seul engagement formel entre les deux institutions portait sur un programme très spécifique d'élimination des stocks de pesticides obsolètes.* »

La « lettre d'intention » signée à ce stade ne constitue pas un partenariat officiel, et n'entraîne aucune obligation juridique ou financière, mais ouvre la voie à une alliance ultérieure plus formelle.

Les scientifiques et les ONG s'inquiètent en particulier que les entreprises membres de CropLife cherchent à accroître les ventes de leurs produits auprès des agriculteurs accompagnés par la FAO, principalement des petits paysans des pays en voie de développement. « *Cette alliance est une tentative pour l'agro-industrie de réoccuper l'espace perdu alors que ces dernières années, des publications officielles ont montré l'intérêt des approches agroécologiques* », observe Shiney Varghese, analyste à l'IATP.

La FAO défend auprès du *Monde* la collaboration avec CLI : « *En tant qu'acteur essentiel du secteur agricole, le réseau de CropLife se doit d'être impliqué dans les discussions [sur le développement de l'agroécologie] si l'on veut faciliter un changement de ses priorités actuelles.* » Pour l'agence onusienne, un rapprochement permet de « *s'assurer que l'industrie assume davantage de responsabilités et contribue à réduire les risques liés aux pesticides ainsi qu'à la gestion durable des ravageurs* ».

Mark Davis n'est pas aussi optimiste : pour l'ancien chef du programme sur les pesticides de la FAO, « *l'agence se doit de délivrer des conseils impartiaux aux gouvernements, or tout accord avec CLI menacerait cette impartialité* ». Les signataires des missives espèrent désormais que le rapprochement entre les deux instances ne dépassera pas le stade de la lettre d'intention. « *Nous espérons que les gouvernements interrogeront la FAO. Celle-ci est redevable envers les communautés qu'elle est censée soutenir* », souligne Shiney Varghese.